

contenu du message

à contact@scotouest.com
date 13/08/20 15:49
objet **ENQUETE PUBLIQUE - 14/08/2020**

Mme Gisèle CHAUSSONNERY
39 allée des Lilas
Lotissement Les Cèdres
06370 MOUANS SARTOUX

Bernard BARRITAU
Commissaire - Enquêteur
BB

Fil. 06 73 55 61 61

Mel : gisele.chaussonnery@orange.fr

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Je prévoyais de venir sereinement à la Maison de l'Agglomération ce vendredi 14/08/2020, mais un contre-temps ne me permettra de venir vous rencontrer que très rapidement en toute fin de matinée. C'est pour cette raison que je vous adresse le présent courriel explicatif pour le cas où notre rencontre s'avèrerait impossible.

Je suis membre de l'ADNA 06 et je subis pleinement les nuisances aériennes causées par l'approche actuelle dite "en trombonne" de l'aéroport de Cannes-Mandelieu. En effet cette procédure n'est pas respectée et de toutes façons, ne peut l'être systématiquement puisqu'elle se fait à vue et impacte trop de Communes et riverains.

Mon frère, ancien pilote dans l'aviation d'affaire DASSAULT, connaît parfaitement le problème. Cependant, les séquelles de son AVC ne lui permettent pas de se déplacer facilement pour vous rencontrer.

Au lieu de cette procédure en trombonne actuelle,

Au lieu de la trajectoire dont j'ai entendu parler et proposée par TANNERON qui ne peut aboutir à une solution pérenne pour les nouveaux riverains, les passagers et les pilotes,

Il préconise d'utiliser le point officiel AGEVU * (sur la voie aérienne G374) utilisé avec un guidage satellitaire Galileo indiscutable, lequel permettrait une arrivée par le Sud de GRASSE très précise et une interception finale de la piste 17 à Cannes-Mandelieu en douceur, sans plus gêner (enfin !) les riverains.

Cette arrivée offrirait la meilleure trajectoire à bruit et temps de vol minimum.

(*) Depuis cette région survolée à plus de 3000 mètres, en régression de vitesse et un changement de cap de 33 degrés seulement, donc peu ou pas de variation de bruit (déjà très faible) à 7 km de l'atterrissage.

La démonstration de cette arrivée Nord-ouest par le point officiel AGEVU doit être faite dès que possible.

J'aime les avions et ceux qui les utilisent ne me dérangent pas dans la mesure où chacun vit en bonne entente (riverains / avions).

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire, mes sincères salutations

G.CHAUSSONNERY

~~AN~~

ACNUSA

LIEU : FIR Marseille (LFMM)

VALIDITE : Du 13 Octobre au 17 Novembre 2010

OBJET : Création de 1 ZRT Exercice MAGNAN 05/2010

ACTIVITÉ

Aéronefs de combat et hélicoptères.

DATES ET HEURES D'ACTIVITÉ

ZRT activable :
13, 20, 27 Oct. : 0700 - 1000
17 Nov. : 0800 - 1100

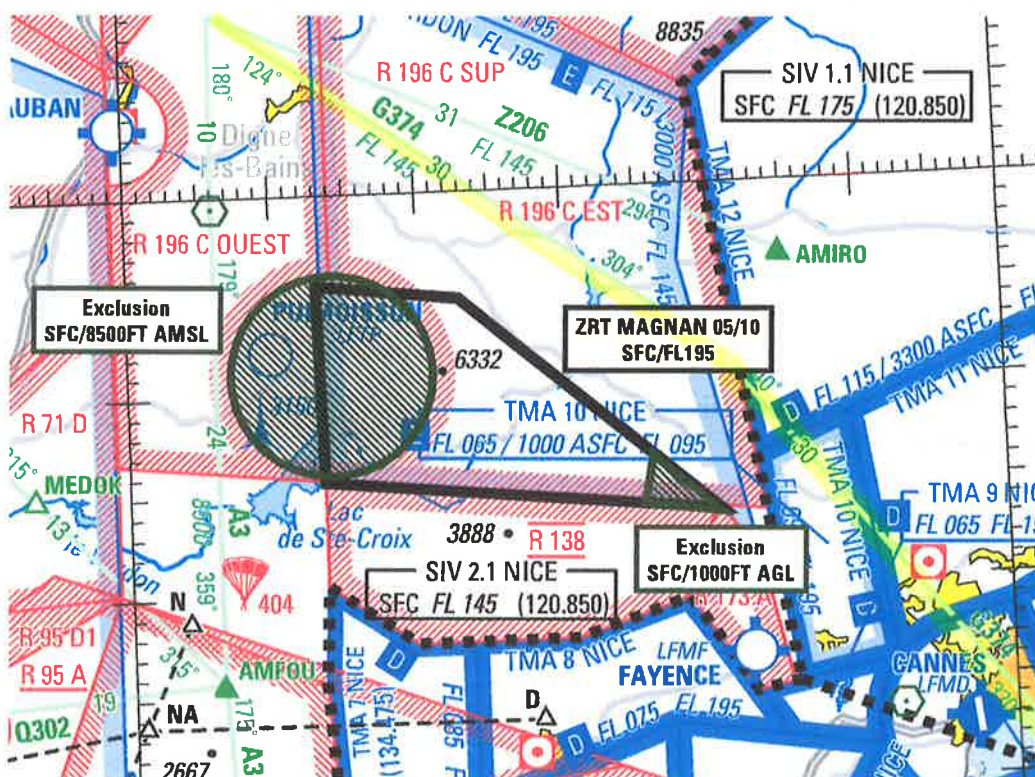
INFORMATION DES USAGERS

Activité réelle connue :

RHODIA INFO :
143.550 MHz, 317.500MHz
RAMBERT INFO :
143.550 MHz, 317.500 MHz
MARSEILLE INFO :
124.500 MHz, 120.550 MHz
NICE INFO : 120.850 MHz

SERVICES RENDUS

Services d'information de vol et d'alerte assurés par RHODIA
362.450 MHz pour les aéronefs participant à l'exercice



AGEVU 63° 52' 04.0" N
006° 39' 50.0" E

AKO AGEVU - XAMAL (-DINUL)

Bernard BARRITAUT
Commissaire - Enquêteur
BB

CONDITIONS DE PENETRATION

CAG (IFR, VFR) et CAM :

Contournement obligatoire sauf pour :

- les aéronefs participant à l'exercice ;
- les aéronefs assurant des missions d'assistance, de sauvetage, de sécurité publique, de police ou de douanes lorsque la mission ne permet pas le contournement de la ZRT MAGNAN, après coordination préalable avec le Centre de Détection et de Contrôle de NICE MONT-AGEL (ou le centre reprenneur en cas de plan de remplacement).

DISPOSITIONS PARTICULIERES

La zone LF-R 138 sera également activée au profit de l'exercice

COORDONNEES GEOGRAPHIQUES ET LIMITES VERTICALES

Zone réglementée temporaire se substituant aux espaces aériens avec lesquels elle interfère à l'exclusion d'un cylindre de 5 NM de rayon centré sur le point :

43°51'00"N - 006°14'00"E (Serre de Montdenier) et de limites verticales de la surface à 8500FT AMSL.

D'un volume de limites latérales :

43°46'27"N - 006°35'49"E

43°43'40"N - 006°40'19"E

43°44'03"N - 006°35'07"E

43°46'27"N - 006°35'49"E et de limites verticales de la surface à 1000 FT ASFC.

43°55'29"N - 006°13'05" E

43°54'39"N - 006°22'49" E

43°43'40"N - 006°40'19" E

43°45'40"N - 006°13'20" E

43°55'29"N - 006°13'05" E

Limites verticales :

SFC / FL195

ORGANISME A CONTACTER

Organisme gestionnaire: RHODIA (ZRT et LF-R138 si activée) ou RAMBERT / MARINA en cas de plan de remplacement

Avant l'exercice :

1er RCA / DAO-A

Quartier de Lattre de Tassigny

83998 CANJUEURS ARMEES

Tél : 04 94 39 33 85 - PNIA : 821 832 33 85

Fax : 04 94 39 33 13 - PNIA : 821 832 33 13

POC : CNE SORE, officier 3D/DAO-A: 04 94 39 33 85

Pendant l'exercice :

POC : PC Tir camp de Canjuers 04.94.39.23.09 ou 04.94.39.23.21 ou 06.98.92.36.43

- Centre de Détection et de Contrôle militaire (CDC) de Nice Mont Agel : 04.92.41.25.03 ou 04.92.41.25.21

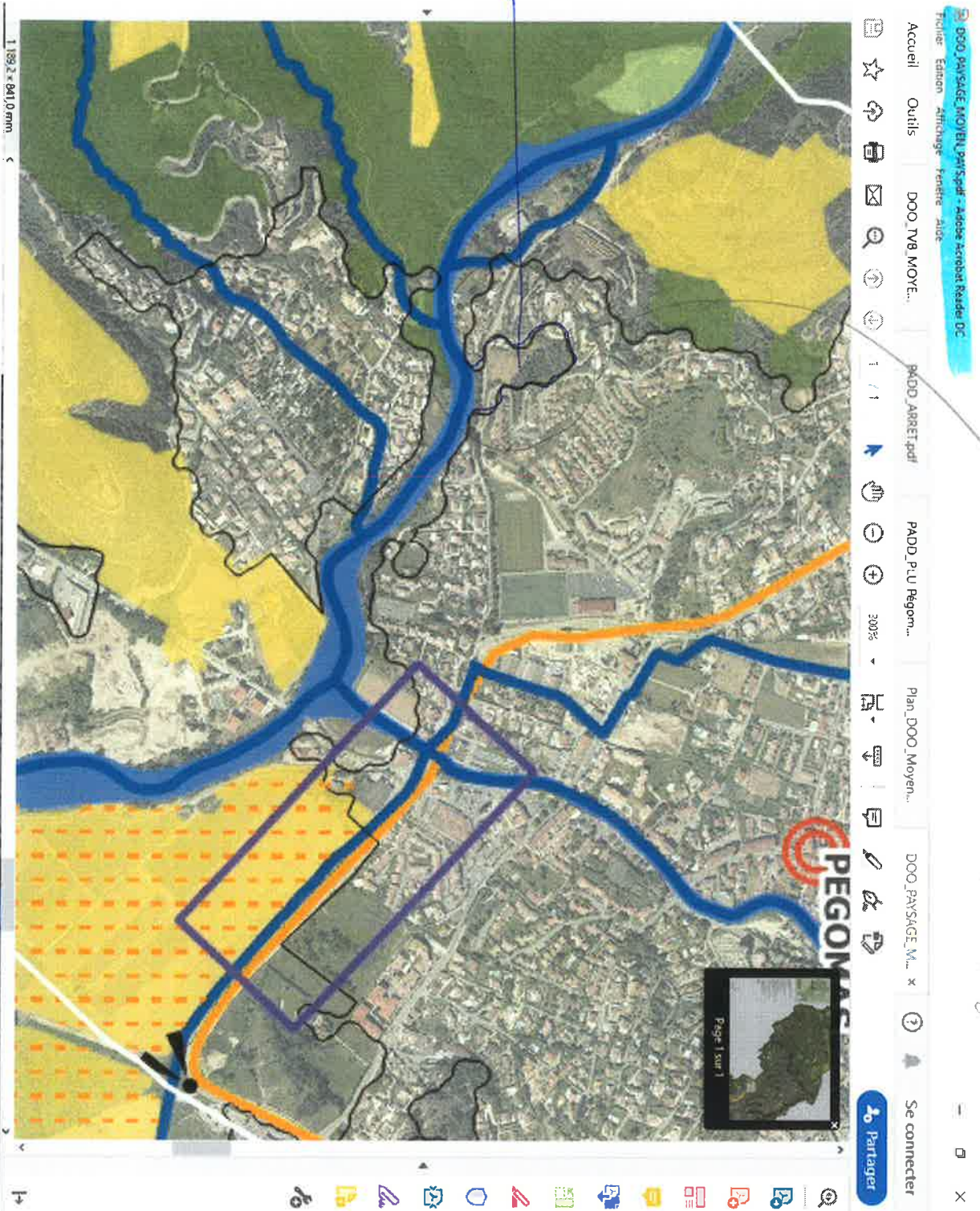
- Centre de Détection et de Contrôle militaire (CDC) de Lyon Mont-Verdun : 04.78.14.65.21

- Centre de Détection et de Contrôle militaire (CDC) de Mont de Marsan : 05.58.06.84.51

9. Arrêt principal : le tracé en "enclavé" avec la commune en question (que signifie ce tracé ?)

2/8/2026

Bernard BARRITAU
Commissaire - Enquêteur



tracé
en cours

Monsieur THUAIRE Alain
Villa La Marbrière
8, Allée Beau Site
06130 GRASSE

Monsieur le Commissaire Enquêteur
57, Avenue Pierre Sémard
06130 GRASSE

Objet : Enquête publique SCOT Ouest Alpes Maritimes – D.O.O.
Remis en mains propres le vendredi 14 Août 2020

Grasse, le 13 août 2020

Monsieur le Commissaire,

Je suis propriétaire de plusieurs parcelles de terre sur les communes de Le Tignet, Spéracèdes, Cabris, Saint Vallier, Saint Cézaire et Grasse. Je suis donc concerné par les dispositions du SCOT Ouest et plus particulièrement par celles du D.O.O., soumis à la présente enquête publique.

Mon observation porte sur les Trames Vertes et Bleues (TVB), notamment pour les communes du moyen pays citées ci-dessus. Les mesures de protection des TVB proposées par le D.O.O. sont judicieuses et leur tracé correspond sur le terrain à une réalité à préserver, à renforcer et/ou à restaurer. Ces TVB sont en nombre très limité et doivent donc faire l'objet d'une attention particulière de **forte cohérence** sur l'ensemble du territoire du SCOT Ouest pour atteindre les objectifs recherchés (PADD).

Pour protéger le réseau hydrographique et les ripisylves, le D.O.O. « *laisse le soin aux communes de définir la marge de recul la plus adaptée à la sensibilité des cours d'eau* » (page 121). Cette liberté accordée aux communes peut être source d'incohérences pour une même TVB entre les communes adjacentes (PLU distincts) et quelquefois à l'intérieur même d'un territoire communal. Les incohérences nuiront alors à l'objectif de protection des milieux concernés, notamment pour la circulation de la faune. Elles réduiront à néant les efforts consentis par les communes les plus vertueuses et les plus coopératives dans le maintien de la diversité écologique. Or, il s'agit des seuls couloirs de transition disponibles dans les secteurs urbanisés !

Pour respecter l'objectif recherché de protection environnementale des berges, le D.O.O doit définir une **marge minimale de cohérence**. Une valeur de 20 mètres, au-delà des limites latérales externes du lit, est un choix raisonnable et compatible avec la situation actuelle des milieux. Ce minimum proposé est indépendant de la taille du lit et peut donc s'appliquer tout au long de chaque cours d'eau mais également aux vallons (tout aussi essentiels) et aux talwegs. Il assurerait ainsi la cohérence de toutes les transitions inter communales mais également intra communales. Les seules exceptions ponctuelles seront les bâtis existants et leurs annexes éventuelles.

Cette marge minimale de recul ne remet pas en cause la liberté laissée aux communes de pouvoir être plus exigeantes au cas par cas et de prendre en compte des situations plus

critiques. Elle présente l'avantage de combler pour l'avenir les insuffisances observées dans les PLU actuels de plusieurs communes du moyen pays qui ne quantifient parfois aucune marge de recul précise. Certains PLU se contentent de dessins graphiques sans quantification de marge de recul qui sont sujets à interprétation et donc générateurs de procédures fondées devant les tribunaux compétents. Le D.O.O. du SCOT pourra ainsi pallier à ces carences et éviter la multiplication de procédures administratives.

Le même principe de largeur minimum peut être étendu au maintien de tous les autres couloirs écologiques non bâtis à protéger dans les zones d'urbanisation future (page 122 du D.O.O.).

Je vous remercie par avance pour l'attention que vous aurez bien voulue porter à cette observation et vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire, l'expression de ma considération distinguée.

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

Association Spéracèdoise Pour l'Information des Citoyens et la défense de l'environnement

Association à but non lucratif de droit français régie par la loi du 1er juillet 1901 - RNA N° W061008937

Avis sur le SCOT Ouest à l'attention du Commissaire enquêteur- Enquête publique

Remise en main propre le 14 Août 2020

AVANT-PROPOS :

Durant la phase d'enquête, les documents suivants n'étaient pas consultables en ligne sur le site du SCOT Ouest (docs à télécharger) :

1. Le rapport de présentation

- [Diagnostic Territorial](#)
- [Etat Initial Environnement](#)
- [Justifications des choix](#)
- [Evaluation et RNT](#)

AVIS GENERAL

- a) **L'enquête publique** est l'ultime moyen pour les citoyens et les représentants de la société civile de donner leur avis sur des projets d'envergure. Le recours à l'enquête publique est nécessaire pour l'exercice de la démocratie. On observe néanmoins que les citoyens manquent de compétences et de pratique pour apprécier un document tel que le SCOT dans toute sa complexité. **Le tissu associatif** local (particulièrement en environnement, aménagement du territoire et foncier) assure une veille et une information profitables à l'ensemble du processus.
- b) De manière générale, les objectifs inscrits au PADD du SCOT Ouest sont louables et les cartes très esthétiques, mais la réalité est tout autre et l'ensemble des documents ne prévoient pas les moyens nécessaires à la mise en oeuvre de leur politique. Le DOO (Document d'Orientations et d'Objectifs) est supposé traduire les objectifs du PADD en prescriptions réglementaires, il se révèle en réalité moins ambitieux, et même parfois en contradiction. A y regarder de plus près, **le SCOT Ouest est assez décevant, en ce qu'il s'inscrit dans la continuité du développement conduit à ce jour sur le littoral azuréen. On ne perçoit pas de réelle volonté de transition écologique ou énergétique.**
- c) **L'articulation du SCOT Ouest avec les SCOT limitrophes** ne fait pas l'objet de développements précis. Pourtant en matière de continuité de l'urbanisme, des transports, de la pollution de l'air, ou de circulation des espèces, cela semble nécessaire.
- d) En termes économiques, le PADD et le DOO sont clairs sur la nécessité que le SCOT Ouest retrouve du **foncier économique** principalement autour de Cannes et Grasse et qu'il inverse le phénomène de périphérisation de l'emploi en direction de secteurs peu équipés en transports. Les axes et les modes de transport devraient au contraire permettre au développement économique de mieux se répartir sur tout notre territoire de manière adaptée.

- e) Le haut pays est cantonné dans une spécialisation liée à l'agriculture et au tourisme, Grasse dans les parfums et le littoral dans la high-tech... Cette vision sectorielle concentrative se conjugue avec une spécialisation des territoires qui demande de découpler les bassins de vie des lieux de travail et de fait maintient la problématique **des mouvements pendulaires**, ce qui est certes cohérent avec le Plan de Déplacement Urbain du pays de Grasse, mais en contradiction avec les objectifs 1B de l'axe 1.1 et avec les schémas d'armature de l'axe 1.2 du PADD.

Il est d'ailleurs stupéfiant de ne pas trouver une mention à **la qualité de l'air** dans l'ensemble du PADD et aucune mesure concrète dans le DOO (observatoire, définition d'indicateurs, suivi des pathologies et des populations d'espèces, systèmes d'alertes précoces...)

- f) Tout aussi préoccupant, le passage d'une logique d'étalement urbain et d'urbanisme diffus à une logique de **densification et de renouvellement urbain** (objectifs 1B1 et 1C2 p25 du DOO) s'inscrit dans les faits en contradiction avec l'axe 2.1 du PADD « *Choisir un urbanisme intégré à son contexte environnemental, tel que l'exigent les décideurs de l'Ouest des Alpes-Maritimes, pour lesquels la densification à tout prix et l'urbanisation hors d'échelle sont des atteintes au premier principe d'équilibre du PADD, à savoir la qualité de vie au sein du territoire (...).* » (p 46). Elle peut aussi entrer en **conflit avec la DTA** pour les communes de montagne.
- g) La logique de densification urbaine sans discernement du DOO conduit à ignorer les enjeux **d'adaptation au changement climatique et de résilience des milieux urbains** : absorption des sols par le maintien de surfaces naturelles et de couverts forestiers urbains et péri-urbains, aménagement d'espaces naturels connectés au cœur des bourgs pour régulation thermique localisée, absorption des pollutions, habitats naturels et usages récréatifs extérieurs.
- h) Le diagnostic (pp71-72) fait état d'une **consommation foncière** qui s'est faite depuis 15 ans **principalement dans le moyen-pays au détriment des terres agricoles d'abord, puis des espaces naturels**. Le DOO n'est pas assez ambitieux pour enrayer cette tendance. On peut même considérer que le DOO s'inscrit en contradiction avec les orientations 4C du PADD « Une meilleure maîtrise du foncier rendue nécessaire dans un contexte de forte pression » (Axe 1.4 p 41) et 2C « Pérenniser, intervenir et installer : trois engagements forts pour l'agriculture et la forêt » (Axe 2.2 p 54).
- i) Le SCOT s'appuie sur des projections de population alarmistes pour justifier de l'augmentation des capacités d'accueil, mais dans le même temps il constate que les résidences secondaires représentent 42% du volume de logements et que le nombre de logements vacants continue d'augmenter et que la moyenne du nombre de personnes par foyer est inférieure à 2,5. Dans ces conditions, **le nombre de logements à produire devrait viser en priorité les jeunes actifs et non les placements spéculatifs**.
- j) Enfin la **préservation de la biodiversité et la protection des ressources et la mise en valeur des espaces naturels**, malgré une évaluation environnementale (EE) et un état initial environnemental (EIE) assez détaillés, s'avère le parent (très) pauvre de ce SCOT Ouest, dans la mesure où il ne prescrit pas grand-chose...

Suivent des avis plus spécifiques sur l'EE, l'EIE, le PADD et le DOO :

PAYSAGES, DENSIFICATION :

1. Protéger l'identité architecturale des villages : face à la pression toujours croissante des promoteurs immobiliers pour qui la destruction systématique du patrimoine bâti assure la meilleure rentabilité,
→ la seule mesure est de n'autoriser que la réhabilitation et l'extension des maisons de village et demeures à caractère patrimonial, avec possibilité de reprise partielle de façade, et interdire la destruction (sauf pour raison d'utilité publique), pour limiter la perte d'identité et le bétonnage soulignés dans le rapport de la concertation.

2. Préserver la qualité des zones paysagères emblématiques : de quels moyens dispose-t-on dans les zones emblématiques pour que cela soit traduit dans les documents locaux d'urbanisme et surtout appliqué : protection des oliviers et autres arbres remarquables, maintien des restanques, décaissements de volumes modérés... ?
3. Limiter la densification des coteaux sensibles : dans les faits le classement en zone protégée ou sensible augmente encore davantage la spéculation et l'on observe une véritable ruée des investisseurs sur les espaces les plus facilement aménageables, y compris les bois classés. Le dernier recours est alors le TA.

→ Le SCoT fixe une enveloppe maximale de 85 Ha d'UNA et de 15 Ha d'UNC pour toutes les communes du SCoT, un pourcentage des surfaces serait plus équitable pour les petites communes rurales.

4. Dans les principes d'équilibre appliqués au Moyen-Pays (p18) le PADD prévoit de « donner aux documents d'urbanisme les moyens de protéger les anciens espaces agrestes soumis à l'urbanisation diffuse en évitant la poursuite de leur morcellement et leur densification incontrôlée ». Comment cela se traduit-il concrètement dans le DOO ?
5. La DTA précise les modalités d'application de la loi Montagne concernant l'urbanisation nouvelle : « L'urbanisation nouvelle doit se réaliser en continuité des bourgs, villages, hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants. L'extension en continuité des villages traditionnels caractéristiques est admise à condition que leur forme architecturale et urbaine soit sauvegardée, qu'elle s'établisse dans les espaces peu perçus des axes de vue principaux ou bien en respectant la continuité avec la morphologie et l'architecture du bâti ancien et enfin, que les prés, socles verts, jardins familiaux qui délimitent les fronts urbains et leurs abords soient protégés (...) ».

→ afin de limiter les risques de procédures pour les collectivités, il serait utile de rappeler dans le PADD ces principes propres aux communes situées en zone montagne et de prescrire dans le DOO « que les prés, socles verts, jardins familiaux qui délimitent les fronts urbains et leurs abords soient protégés ».

→ Ainsi Spéracèdes doit être ajouté à la liste « des grands prés ouverts au sein des villages (Saint Vallier-de-Thiery et Cabris) » dans le DOO p 173

6. P 56 de l'EE : « Avec près de 4 000 logements sociaux réalisés en moins de 15 ans sur l'ensemble du SCoT'Ouest, les communes ont entrepris un rattrapage important du déficit de logement social, imposé par l'entrée en vigueur de la loi SRU. La situation de rattrapage d'un grand nombre de communes (...) s'est traduit par une démarche volontariste de programmation au sein des documents d'urbanisme (...). De manière pragmatique, compte tenu du coût très élevé et de la rareté du foncier résiduel (accumulation des protections réglementaires liées à la biodiversité, au paysage, aux risques naturels, ...), la résorption de ce déficit se complique au fil du temps ».

→ C'est pour le moins un raccourci simplificateur qui ne devrait pas avoir sa place dans un document tel que le SCOT sans autre argumentation !

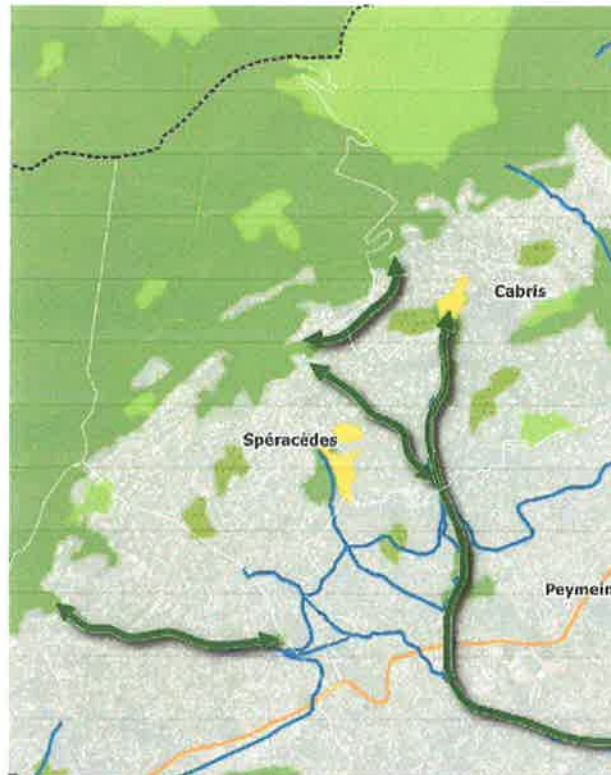
7. → Dans le DOOTVB Moyen-pays délimiter les zones urbaines de façon à ce qu'elles soient compatibles avec les zones rouges au PPRIF (zones des coteaux).

AGRICULTURE, TVB, LUTTE CONTRE LES INCENDIES :

8. La carte DOO agriculture moyen-pays ne lie pas les espaces agricoles en général (y compris les parcours de paturage) aux trames vertes (circulation des espèces, entretien du paysage, services environnementaux) et bleues (biodiversité spécifique bénéfique à la pollinisation, à l'humidité des sols, points d'eau et espaces d'expansion de crues), ni à la lutte contre les incendies.
9. De façon générale, les documents d'orientation ne sont pas assez ambitieux en matière d'espaces agricoles stratégiques, surtout sur le moyen-pays voire le littoral (agriculture péri-urbaine en amont pour dissipation de crues, points de vente locaux, reconquête urbaine, nature en ville...).

→ A l'instar des surfaces UNA et UNC, fixer une enveloppe minimale pour les surfaces agricoles, ce qui est complètement compatible avec l'objectif 49 du SRAEDDT.

10. Le SCOT définit des axes de trames vertes et bleues, en particulier en tissu urbain. Le territoire de Spéracèdes est très concerné par ces trame comme le montre cet extrait du plan du DOO Moyen-pays :



Mais il précise également qu'il laisse la définition de l'usage du sol aux documents d'urbanisme tels que le PLU. En page 121, pour protéger le réseau hydrographique et les ripisylves, le DOO "laisse le soin aux communes de définir la marge de recul la plus adaptée à la sensibilité des cours d'eau". Cette liberté laissée aux communes est source d'incohérences pour une même TVB entre les communes adjacentes et quelquefois à l'intérieur même d'un territoire communal. Ces incohérences inévitables peuvent même ruiner les efforts consentis par les communes les plus vertueuses.

→ Pour limiter ces incohérences préjudiciables à l'objectif recherché de circulation des espèces et/ou de protection des berges, le DOO doit définir une distance minimale de part et d'autre du thalweg qui s'impose à toutes les communes qu'il traverse. Les seules exceptions s'appliquent aux bâtis préexistants.

→ La même proposition vaut pour le maintien de tous les couloirs écologiques non bâtis à protéger dans les zones d'urbanisation future (page 122 du DOO).

Cette marge minimale ne remet pas en cause la liberté laissée aux communes de pouvoir être plus exigeant au cas par cas. Elle présente l'avantage de combler les insuffisances des PLU. C'est le cas dans le PLU actuel de plusieurs communes du moyen pays.

11. En l'état le SCOT ne permet pas de garantir la continuité écologique, et l'affirmation selon laquelle « À l'échelle du SCOT'Ouest, les projets tels que présentés dans le DOO, ne sont pas de nature à interférer de manière négative avec la fonctionnalité écologique globale du territoire » n'est pas fondée.

De même, en l'absence de plus d'explication, la méthode comme l'interprétation des résultats de l'évaluation environnementale des projets liés à l'économie (p41 et suites de l'EE) est sujette à caution.

La synthèse générale des INCIDENCES DES PROJETS DU SCOT'OUEST SUR LE RESEAU NATURA 2000 conclut à des incidences modérées et faibles, à partir d'un outil et d'hypothèses qui sèment le doute : l'évaluation des effets par commune a-t-elle un sens ? qu'en est-il de la prise en compte des effets cumulés directs et indirects des projets ?

12. Le rapport de concertation a souligné l'absence d'espaces publics et le manque de nature en ville.

→ Le DOO devrait être davantage prescriptif sur ces questions.

ESPACES AGRICOLES STRATEGIQUES :

13. En page 26, le PADD liste le domaine de Grangeneuve parmi « les grands parcs naturels et agricoles » dont le Moyen-Pays doit être doté. Plus loin en page 41, la condition 4C Une meilleure maîtrise du foncier rendue nécessaire dans un contexte de forte pression prévoit de :

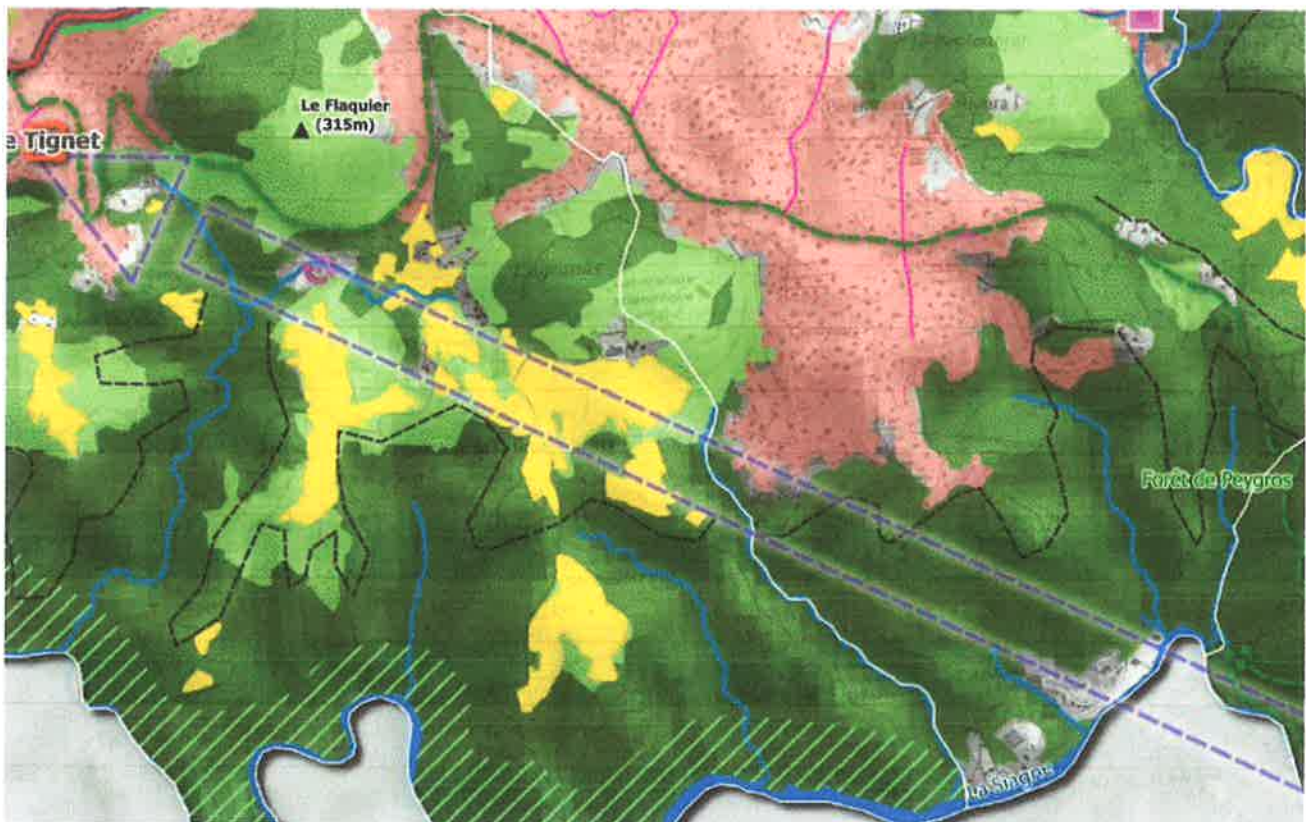
« - Se doter d'une stratégie et une ingénierie foncière à l'échelle du SCoT et de ses EPCI capable de repérer, remembrer et recycler le foncier nécessaire à la mise en oeuvre du SCoT (pour l'économie, les loisirs, la mixité urbaine, les grands équipements publics, l'agriculture...).

- Intervenir conjointement sur les grandes entités agricoles et naturelles pour freiner les logiques spéculatives et restituer des espaces d'intérêt agronomiques à l'économie locale (biens sans maître, réorganisation foncière...). »




Enfin, p 54, la condition 2C *Pérenniser, intervenir et installer : trois engagements forts pour l'agriculture et la forêt* stipule de :

- « positionner l'agriculture comme levier de développement économique du territoire »
- et de « Faire des grands ensembles agricoles des éléments majeurs du maintien et de la redynamisation des filières agricoles sur le territoire du SCoT'Ouest, en stoppant la consommation et l'artificialisation des espaces agricoles, notamment en frange littorale et dans le moyen pays(...) »





Pourtant on observe que le domaine de Grangeneuve n'est pas même cité dans le DOO ; qu'il ne figure pas davantage en tant que tel sur le plan du Moyen- Pays et qu'il n'a pas été jugé utile d'y inscrire un périmètre légendé « espace agricole remarquable » ou « espace sous forte pression urbaine ».



Réservoirs de biodiversité

-  Espaces agricoles (stratégiques, structurants, emblématiques)
-  Réservoirs forestiers
-  Réservoirs ouverts (reconquête agricole potentielle)

Agriculture

-  Hameau agricole
-  Espaces agricoles remarquables
-  Espaces à forts enjeux environnementaux
-  Espaces sous forte pression urbaine

Connaissant le passé de Grangeneuve et la lutte conduite par l'association ADEPTE pour préserver cet espace remarquable, on peut s'interroger sur la volonté réelle du SCOT.

➔ **Le minimum serait donc de reprendre les éléments du PADD et de les retranscrire dans le DOO. Si l'on se voulait plus ambitieux, il faudrait prévoir l'acquisition du domaine de Grangeneuve (les moyens existent), lui conférer un statut d'intérêt général et lui redonner sa vocation agricole initiale, avec l'objectif principal de fournir en produit locaux et de qualité les cantines d'une partie des établissements scolaires de la CAPG.**

14. Ce projet est possible : c'est le dernier domaine agricole d'envergure côtier, il bénéficie de ressources en eau, il est facilement accessible d'un point de vue logistique, il se situe au cœur de son bassin de consommation, la demande ne cesse de croître de la part des parents pour une nourriture de qualité, la crise sanitaire a sensibilisé la société sur l'économie locale, Peymeinade a vu un pôle commercial de produits frais et Bio s'installer cet été qui recherche des producteurs locaux, le modèle de Mouans-Sartoux fait école partout en France, le tissu associatif est prêt (terres de liens, adeptes, etc...).

Compte tenu des espaces naturels encore libres dans le département, **la vocation de Grangeneuve est prioritairement agricole**. Son étage bio-climatique est plus favorable au maraîchage que dans le haut pays et son emplacement en zone péri-urbaine est extrêmement favorable à des activités pédagogiques avec les groupes scolaires. Des pratiques biologiques et contrôlées ne présentent pas de contre-indication à la proximité de la Siagne et de zones Natura 2000.

Le PADD recommande d'ailleurs de « rétablir le lien fonctionnel entre espaces agricoles et espaces urbains via le développement des circuits-courts » et de lutter contre le morcellement du foncier agricole via des procédures ponctuelles de remembrement visant à faciliter l'implantation de nouveaux agriculteurs

GESTION DE L'EAU :

15. le SAGE de la Siagne, circulez il n'y a rien à voir !

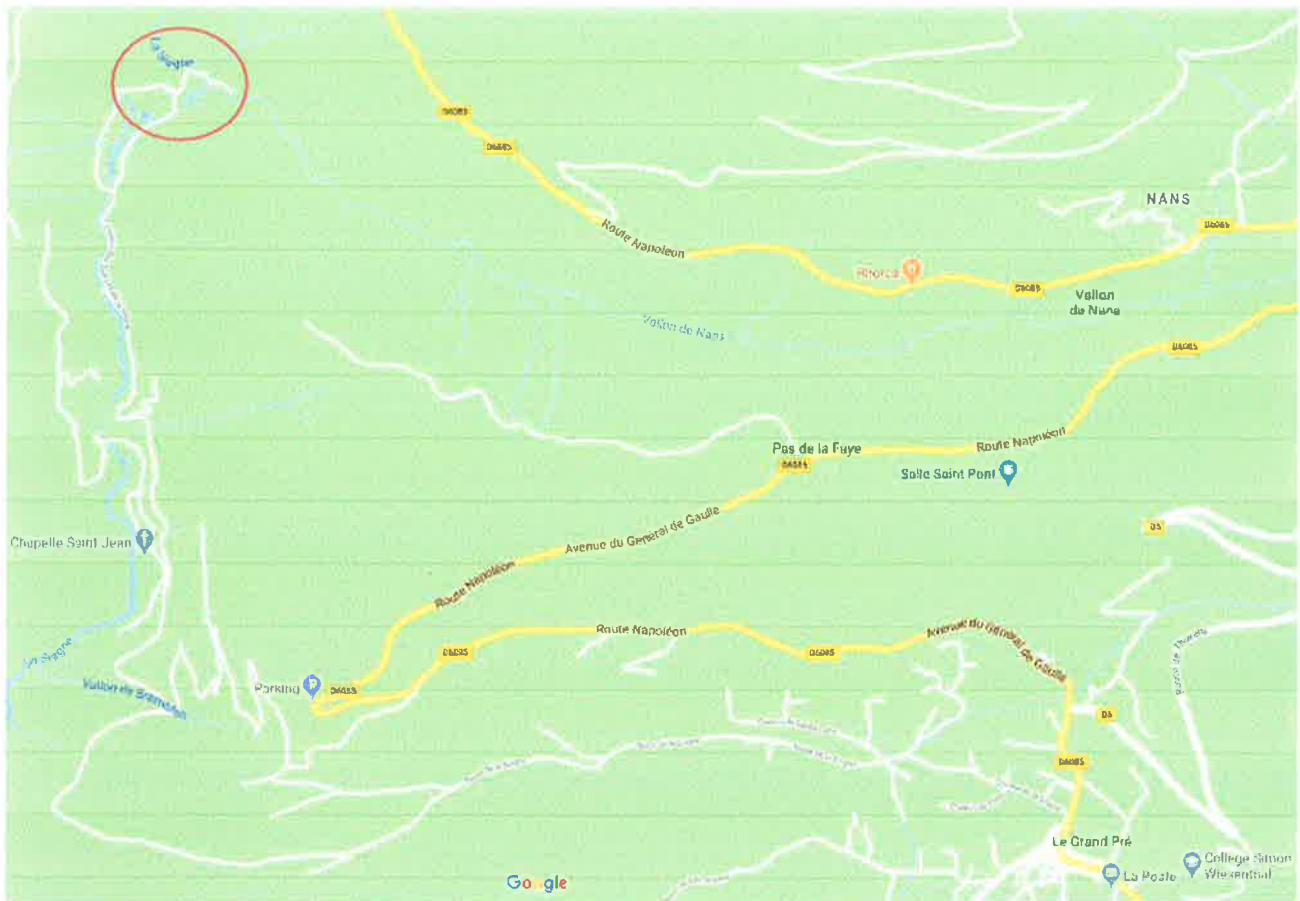
L'évaluation environnementale s'efforce d'analyser p 125 à 140 la compatibilité du SCOT Ouest avec le SDAGE RMC et le SAGE (schéma d'aménagement et de gestion de l'eau) du Verdon sans que cela ne présente beaucoup d'intérêt pour le SCOT. Elle omet en revanche de mentionner que le SDAGE précédent prescrivait déjà un **SAGE sur le bassin de la Siagne**, en attente depuis plus de 10 ans. On ne retrouve d'ailleurs aucune mention du SAGE dans le DOO, et le PADD ne fait que recommander « le respect du SAGE Siagne » p 71, dont le statut est donc toujours inexistant.

➔ **Compte tenu du caractère réglementaire du SAGE, il apparaît comme un document ne pouvant qu'aider à renforcer la mise en œuvre et le respect du SCOT Ouest. Il semble par conséquent nécessaire d'inscrire au PADD et au DOO l'entrée en vigueur rapidement du SAGE Siagne (objectif 11 Préserver la ressource en eau : assurer sa qualité et maîtriser les besoins p 149).**

16. Les sources de la Siagne : un patrimoine naturel à protéger en priorité

Compte tenu de leur importance en terme de sécurisation de l'approvisionnement en eau potable de l'ensemble des communes du SCOT Ouest, et en prévision de tensions croissantes sur le partage des ressources,

➔ les sources de la Siagne méritent un statut de protection particulier au SCOT, à la fois comme zone humide d'exception et comme périmètre de captage d'utilité publique et stratégique. (objectif 14 du SRADDET). Le zonage réglementaire devrait être inscrit au PADD (Axe 2.4, 4B La protection des ressources et des milieux aquatiques comme objectif prioritaire du développement durable).



POLLUTION DE L'AIR

17. Non seulement l'amélioration de la qualité de l'air par la fluidification du trafic ne semble pas un objectif réaliste, mais les premiers reliefs sont source d'accélération des véhicules qui de fait provoquent une saturation très localisée de la pollution (cf suivi ATMOSUD).

➔ **D'avantage prendre en compte l'impact de la pollution de l'air (O3, NO2, PM) sur la biodiversité dans l'évaluation environnementale.**

18. On observe depuis plusieurs années une diminution tendancielle marquée des cigales en été, lucioles en juin, papillons sur les coteaux... qui n'est probablement pas seulement liée à la diminution de l'humidité des sols et à la fragmentation des espaces.

➔ **Un suivi des populations d'insectes serait nécessaire. Idem pour les rapaces encore nombreux sur les contreforts du moyen-pays.**

EAU ET ASSAINISSEMENT

19. le canal Belletrud, plusieurs oublis regrettables

Le canal Belletrud n'est pas cité p 169 de l'évaluation environnemental parmi les canaux de la Siagne et du Loup qui sont alimentés par les eaux issues des massifs karstiques;

➔ **Il est nécessaire de rajouter le canal Belletrud compte-tenu de son importance en matière de sécurisation de l'approvisionnement en eau d'une partie des communes du SCOT Ouest.**

De manière plus générale le paragraphe 5.1 de l'EE sur l'eau et l'assainissement ne fait qu'un état des lieux très incomplet du sujet sur le territoire du SCOT Ouest.

Et il est tout simplement choquant de lire au chapitre 4.2 de l'EIE (Etat initial de l'environnement) *le territoire de l'ex-Communauté de Communes des Terres de Siagne (CCTS) au lieu du territoire de la RECB* (régie des eaux du canal Belletrud). Rappelons que la CCTS a cessé d'exister début 2014 avec la création de la CAPG.

De même, au chapitre 2 Entre cours d'eau et canaux, un réseau hydrographique diversifié, il est question du canal de la Siagne mais le canal Belletrud est tout simplement éludé.

SICASIL et RECB sont les principaux syndicats de distribution de l'eau potable sur le territoire du SCOT. L'ensemble des cartes qui se rapportent à ce chapitre mentionnent d'ailleurs le SECB et ne sont pas datées rendant difficile et très approximative la compréhension pour les non-avertis.

→ il est nécessaire de corriger et d'actualiser l'ensemble des documents du SCOT Ouest pour tenir compte des dernières évolutions institutionnelles en matière de gestion de l'eau et refléter une image exacte

20. L'assainissement du Haut-Pays

L'évaluation environnementale mentionne que la plupart des STEP du SCOT sont conformes en performance et en équipement.

→ Cette affirmation contredit l'état des lieux du SAGE Siagne et de l'AERMC concernant les communes du haut pays. La conséquence est un risque sanitaire et environnemental lié à la pollution.

DECHETS

21. Le SCoT consacre une partie du DOO à cette thématique. Il propose 3 orientations :

- Réduire la quantité de déchets ;
- Favoriser le tri et la valorisation
- Permettre la création d'outils de gestion et de traitement complémentaires, en particulier pour les déchets verts et les espaces de mise en balle.

Le dépôt de déchets de chantiers (y compris dangereux) en zones naturelles du moyen et haut pays est un véritable fléau dont le coût pour la collectivité, en matière d'environnement et de santé publique est considérable.

→ Cela mérite que la politique de gestion des déchets de chantiers (PRPGD) soit revue à l'échelle de la Région de telle façon que ces déchets soient mieux tracés et que leur mise en décharge spécialisée soit gratuite (ce qui revient à ce que la collectivité les prennent en charge mais avec un coût certainement moindre pour la société dans son ensemble).

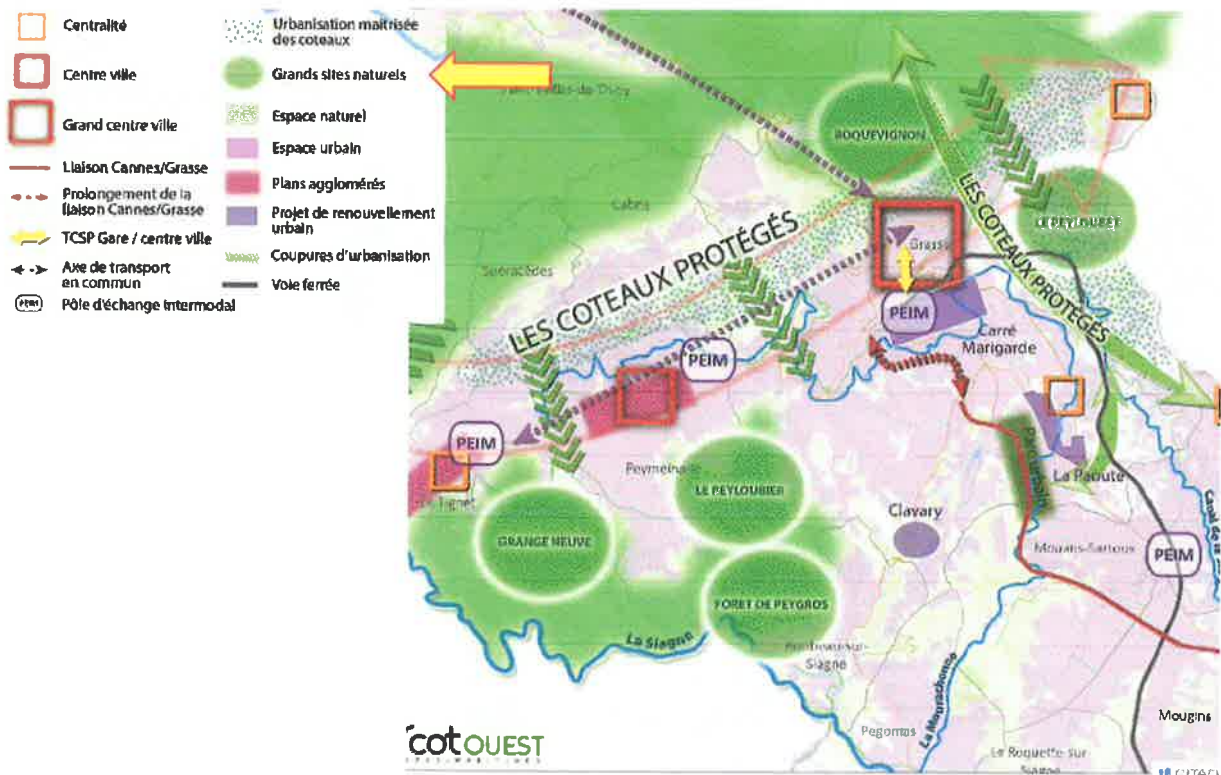
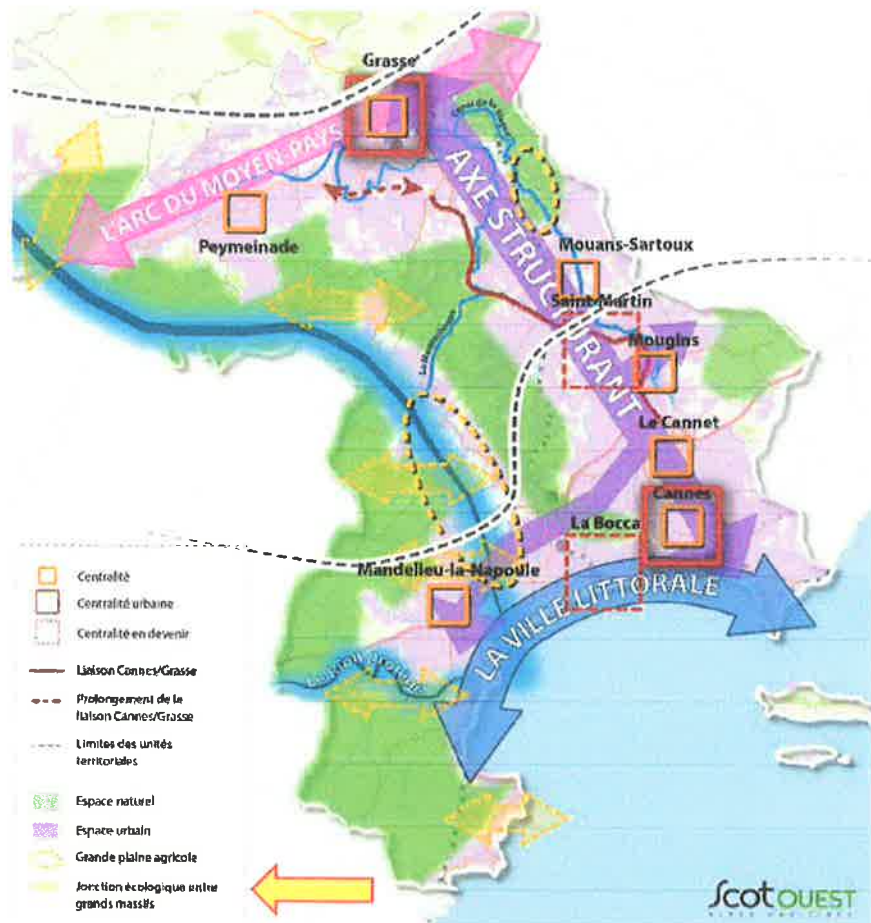
TRANSPORTS / STATIONNEMENT

22. Dans le cadre de la concertation, il est noté p58 « Etudier la faisabilité d'utiliser l'ex-emprise de la voie Nice-Meyrargues entre Peymeinade et Grasse ». Cette proposition n'est reprise nulle part. C'est pourtant l'ossature d'une véritable politique innovante et ambitieuse de transports, telle que la transition écologique et énergétique en appelle.

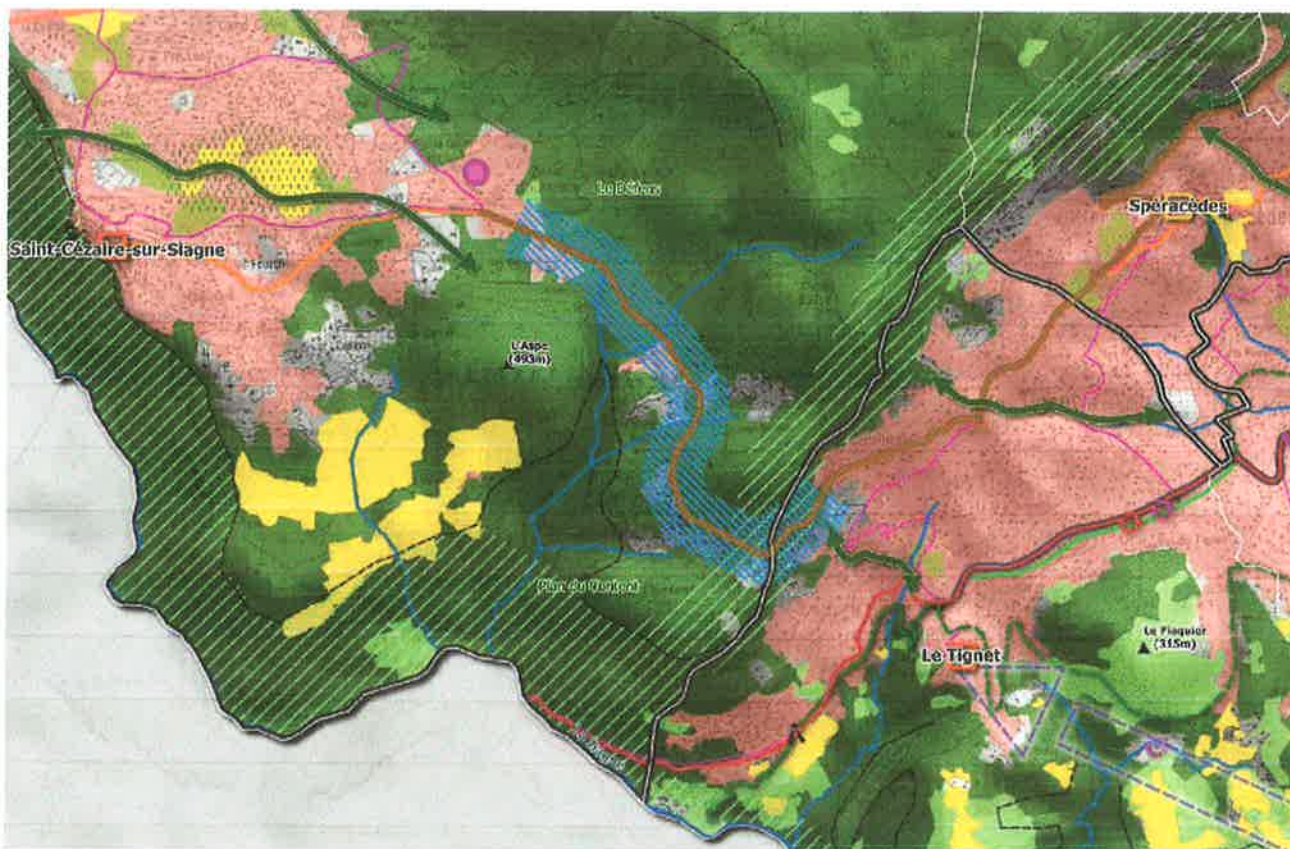
23. DOO p82 : Le projet de liaison directe RD2562 - A8 inscrit au plan de déplacement urbain de la CAPG traverse un site inscrit, une ZNIEFF et une zone spéciale de conservation au niveau d'Auribeau, inscrits aux documents d'élaboration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Siagne.

Un tel axe routier conduirait inévitablement à une urbanisation forte des territoires traversés sur Peymeinade, en aval desquels la CAPL possède la plupart de ses champs captants pour l'alimentation en eau potable.

→ Cet itinéraire s'inscrit vraisemblablement en contradiction avec les objectifs 1B de l'axe 1.1 et avec les schémas d'armature de l'axe 1.2 du PADD (cf. ci-dessous). Ne pouvant être considéré comme une déclinaison du PADD, il devra être retiré du DOO.



24. Le plan général du DOO du Moyen-pays fait figurer 4 « zones de captage des flux » : la plaine de la Siagne à Auribeau, la pénétrante entre Mouans-Sartoux et Grasse, la route Napoléon à la sortie de Grasse et la route de St Cézaire à laquelle on n'accède que par le cœur du village de Spéracèdes.



Carte : La zone de captage de flux de St Cézaire (en hachuré bleu) qui passe par le village de Spéracèdes.

L'orientation 3E4 p 74 du DOO *Maîtriser l'urbanisme commercial le long des grands axes routiers* évoque des grands axes routiers en dehors des enveloppes urbaines, le long desquels l'activité commerciale sera appelée à se développer.

Le développement récent de la zone industrielle, de la décharge et des zones résidentielles de ST Cézaire a déjà augmenté très significativement ces dernières années le nombre, la fréquence, la densité aux heures de pointe et les gabarits des véhicules qui transitent obligatoirement par le rond-point de la Croix à l'entrée du cœur de village de Spéracèdes. Il en résulte : *

- une augmentation palpable du niveau sonore et des vibrations, nuit et jour, pour l'ensemble des habitations et maisons de villages le long de la RD 13,
- une dangerosité accrue du quartier du Bourboutil traversé par la RD11,
- des blocages quotidiens au niveau du rond-point de la Croix par les plus gros gabarits (manoeuvres)
- une pollution atmosphérique localisée palpable
- et un risque plus grand pour le groupe scolaire attenant à la RD 13 en cas d'accident de transporteurs de produits dangereux (destinés à la zone industrielle ou à la décharge).

➔ **En prévision de l'augmentation des flux de véhicules et camions le long de cet axe résidentiel, il est impératif que le DOO prévoie une alternative à la traversée des quartiers du Bourboutil et du RD13 pour les gros gabarits se rendant à St Cézaire depuis le Var ou la pénétrante de Grasse.**

Cette problématique est à lier à la problématique d'une voie de contournement pour les plus gros gabarits des cœurs de villages de Spéracèdes et de Cabris. Cet axe routier étant d'ailleurs inscrit au DOO comme itinéraire touristique majeur, il semble inévitable d'apporter une solution concertée dans le cadre du SCOT.

25. Sauf erreur aucun des documents du SCOT ne porte un intérêt à la hauteur des enjeux que représentent les parcs de stationnement dans la perspective de densification des centres bourgs.

→ L'obligation pour chaque commune de prévoir au PLU des mesures contraignantes pour les propriétaires privés de réaliser des parkings privatifs dans le cas de constructions nouvelles comme de réhabilitation devrait être un principe acté au PADD et au DOO. De même, les collectivités devraient être contraintes d'inscrire des emplacements de parking publics à la hauteur de leurs projections de développement économique et résidentiel.

NUMERIQUE ET RESEAUX

26. Le SCOT Ouest fait l'impasse sur la panoplie de mesures qui permettent de faciliter et développer le travail à distance, tel que le télétravail ou les espaces collaboratifs à mi-distance entre les bassins de vie et les zones résidentielles, c'est-à-dire les côteaux et tout le moyen-pays.

→ L'orientation 3C3 *la transition numérique à partir des réseaux* devrait affirmer très clairement la priorité à donner au déploiement de la fibre dans l'arrière pays devant la 5G, et pas seulement pour les seules zones d'activités industrielles.

Merci de votre attention

Spéracèdes le 14 Août 2020

